

Né en Espagne en 1942, Manuel Castells, réfugié en France, poursuit ses études à la Sorbonne. Etudiant et ami d'Alain Touraine, il enseigne plusieurs années à l'Ecole des hautes études en sciences sociales avant de se fixer à Berkeley, université de Californie, en 1979. La traduction de l'anglais des trois volumes de *L'Ère de l'information* chez Fayard (1998-1999) a permis de mesurer l'ampleur et l'ambition de ses recherches. Michel Guérin, sous le titre "Notre monde", a rendu compte dans notre précédent numéro (voir *La pensée de midi* n° 5/6) de cette somme impressionnante montrant que, dans l'univers globalisé, ce ne sont plus les lieux qui commandent, mais les flux (d'information, de capitaux). Le dernier ouvrage de Manuel Castells, *La Galaxie Internet*, a paru chez Fayard en janvier 2002. Précisons que l'entretien qui suit s'est déroulé en français.

Mondialisation et dilution du politique

ENTRETIEN AVEC MANUEL CASTELLS

LA PENSÉE DE MIDI : Vous montrez dans les trois volumes de *L'Ère de l'information* que, les flux l'emportant désormais sur les lieux, le "fonctionnement" du monde globalisé entraîne des révisions déchirantes. En gros, les figures traditionnelles du "centrement sur soi" (l'Etat-nation, la famille, les partis, les syndicats) sont exposées à des forces de décomposition. La désorientation qui en résulte pour nombre de personnes les conduit à chercher des identités-refuges (réactives) qui peuvent prendre des formes régressives, voire agressives. Dans le même temps, vous soulignez l'émergence d'identités-projets, porteuses d'espoir ou d'avenir. L'exemple des Zapatistes que vous développez longuement est-il encore d'actualité ?

MANUEL CASTELLS : Empiriquement parlant, oui. Les Zapatistes ont joué un rôle essentiel dans le changement de l'opinion politique au Mexique qui a conduit à l'élection de Vicente Fox en 2000. Fox s'est engagé publiquement à régler les questions posées par les Zapatistes dès son arrivée au pouvoir. Leur marche sur Mexico, à travers tout le pays,

en 2000, c'est-à-dire sept ans après le début de leur mouvement, a été un événement de masse tout à fait extraordinaire, quelles que soient nos opinions personnelles en la matière. Bien sûr, fin 2001, on ne peut pas encore parler d'un triomphe des Zapatistes, bien qu'ils soient toujours là, car il existe toujours un blocage de la part du Congrès concernant certaines de leurs revendications fondamentales. Mais au-delà des détours complexes de la question de la terre et des droits à l'identité indienne, ce que le mouvement des Zapatistes représente ne fait que s'actualiser partout dans le monde. L'idée que l'opposition à la globalisation se fait à partir d'identités enracinées dans l'histoire et la culture, proposant un projet alternatif de démocratie et des droits humains, est présente partout où de nouveaux conflits sociaux émergent. Mes études de cas, même s'ils sont empiriquement détaillés, jouent surtout un rôle de dispositif de communication d'analyses de portée plus large.

LPM : On a – peut-être à tort – le sentiment que les projets de "réinvention sociale" ne sont pas tellement

nombreux, qu'ils sont très fragiles, alors que les résistances au changement seraient, elles, plus fortes ? Quels autres exemples donneriez-vous d'identités-projets ? Ne faut-il pas aussi compter avec le "parti" de l'indifférence ?

M. C. : L'indifférence est en fait une attitude de retrait individuel et elle est donc signifiante, en tant que crise de légitimité des institutions de notre société. Elle se développe en peur et en besoin de sécurité policière dès que des crises s'amorcent. Oui, la plupart des sources d'opposition au système techno-économique global sont des identités de résistance, ainsi que des résistances corporatives (c'est le cas notamment des mouvements des agriculteurs en Europe). Ceci dit, les résistances peuvent être parfaitement justifiées et se constituer en moteurs de changement social. J'ai théorisé ce passage comme transformation de l'identité-résistance en identité-projet. Il me semble s'agir là du mécanisme essentiel de notre temps historique : le mouvement féministe et le mouvement écologiste en sont sûrement les exemples les plus significatifs. Mais il en existe beaucoup d'autres : le mouvement des droits humains dans le monde, avec la nouvelle perspective d'une justice globale, transterritoriale ; l'affirmation des mouvements des indigènes en Amérique Latine, en Equateur, au Brésil, en Bolivie ; le passage des revendications nationales et régionales en Europe vers une transformation des institutions de l'Union européenne. Et puis l'ensemble des mouvements identitaires religieux ou parareligieux (Falun Gong) qui dominent en fait la scène géopolitique mondiale. Attention, personne ne dit que le changement social soit porteur de valeurs humanistes positives. Ce serait porter un jugement de valeur et l'analyste doit s'en abstenir.

LPM : La poursuite de la construction européenne relève-t-elle d'une "identité-projet" ? De façon plus générale, les identités-projets demeurent-elles inscrites au niveau de la dynamique sociale et des mœurs (lutte pour une cause, pour la reconnaissance etc.), ou bien sont-elles susceptibles de déboucher sur de nouvelles pratiques, voire de nouvelles institutions politiques ?

M. C. : J'ai travaillé dernièrement sur la construction de l'identité européenne et, à la demande de

la présidence portugaise de l'Union européenne l'année dernière, j'ai écrit un petit texte qui a été fort discuté dans les instances européennes. Mon idée est simple, et se décompose en quatre parties : il n'y a certainement pas d'identité européenne, à en croire les enquêtes dont on dispose. Je considère douteux que, sur le long terme, les institutions européennes puissent se fonder sur un simple rassemblement d'intérêts, surtout si les nations européennes peuvent se désengager en cas de crise. On peut parler d'une sorte d'Etat européen, l'Etat-réseau que j'ai analysé dans ma trilogie, mais puisqu'il n'est pas fondé sur des valeurs communes, c'est un Etat non démocratique et soumis à une crise potentielle de légitimité. La construction de l'identité européenne, comme la construction de toute identité, ne se fait pas artificiellement ou à partir d'un concours d'idées, mais sur la base de pratiques collectives partagées dans lesquelles on découvre que l'on "est ensemble" (dans l'éducation, les conflits, une textualité multilinguistique et multiculturelle, un espace médiatique commun, un marché du travail partagé, un espace de sécurité délimité, une adhésion à des valeurs démocratiques et de solidarité, etc.). On observe un frémissement dans ce sens, mais on est encore loin de l'intensité nécessaire à l'émergence d'une nouvelle identité dans le parcours historique. Pour le moment, l'identité européenne se définit négativement, contre les autres (les musulmans, les Asiatiques, les Africains, même les Américains) avec pour conséquences la xénophobie et le racisme que ce type de construction implique. De façon plus générale, les identités-projets sont porteuses de nouvelles institutions. Cependant rien n'assure qu'elles débouchent sur leur constitution, car elles s'inscrivent nécessairement dans des pratiques conflictuelles dont le résultat est incertain. Des lendemains sont sûrement possibles, mais on ne sait pas s'ils chanteront et encore moins quelle sera leur ballade.

LPM : Un deuxième ordre de questionnement porte sur ce qu'on appelait jadis l'engagement politique. Que peut la volonté ? Descartes écrivait qu'il fallait plutôt changer ses désirs que l'ordre du monde. L'intelligence de plus en plus précise des tendances et des forces anonymes qui sont à l'œuvre, la

conscience surtout des relations denses et complexes qui constituent la réalité ne sont-elles pas de nature à désarmer et à démobiliser la volonté ? Que faire ? Comment ? L'action ne prend-elle pas appui sur une part d'ignorance ("Que de choses il faut ignorer pour agir !" s'exclamait Valéry) ? N'implique-t-elle pas aussi de pouvoir personnaliser l'adversaire ou l'obstacle ? Bref : les sociétés en réseaux n'amènent-elles pas une dilution et un délitement durable du politique ?

M. C. : Les sociétés en réseaux situent le politique actuel en porte-à-faux vis-à-vis de la société et de l'économie dans lesquelles nous vivons. Par conséquent, la politique institutionnelle est en chute libre comme pratique démocratique légitime et reste essentiellement concentrée sur la tâche d'assurer le fonctionnement des structures dominantes de l'économie, de la technologie, des moyens de communication, des appareils de sécurité (police, armée) et des infrastructures matérielles et de services publics. Cela ne veut pas dire pour autant que la politique disparaît. Une autre politique émerge. Politique au sens d'action sur les mécanismes de pouvoir à partir d'intérêts et de valeurs qu'on essaie d'imposer ou de proposer à la collectivité. Le mouvement anti-globalisation, dans sa diversité chaotique, a fait de la politique jusqu'à se trouver paralysé par la vieille contradiction autour de "guerre et paix", dans un développement très proche de celui qui détruit le mouvement ouvrier industriel au début du xx^e siècle. Le mouvement des femmes fait de la politique en transformant la conscience qu'elles ont d'elles-mêmes, et donc des fondements de l'existence pour tous les humains. Médecins sans frontières fait de la politique en affirmant la valeur supérieure du soin à apporter à une personne quelle qu'elle soit, où que ce soit. Les journalistes qui luttent pour la vérité (comme ceux qui la cachent) font de la politique en nous permettant de savoir ce que nous vivons collectivement. Et la pratique individuelle et collective de l'Internet amplifie l'espace de la communication, y compris celui de la communication politique, sur l'ensemble de la planète. Mais les politiciens ? Eux, ils ne font pas de la politique. Ils transforment les signaux du marché électoral et les demandes des appareils instrumentaux en décisions institutionnelles orientées vers leur maintien au pouvoir ou leur accession au

pouvoir. Quand leur boîte fait faillite, ils empruntent de l'argent et inventent une nouvelle forme pour transformer les frustrations individuelles en espoirs sociaux. Mais leur marché cote à la baisse tendancielle. Bref, non, il n'y a pas disparition de la politique dans la société en réseaux (la nôtre) car il n'y a pas de fin de l'histoire, mais émergence contradictoire d'une nouvelle politique et "routinisation" d'une politique institutionnelle en décalage par rapport à la société.

LPM : Pourriez-vous développer votre pensée sur le parallèle entre le mouvement ouvrier industriel et le mouvement anti-mondialisation ?

M. C. : Au moment de l'expansion politique et sociale du mouvement ouvrier au début du xx^e siècle en Europe, existait un internationalisme véritable et le nationalisme était considéré comme l'ennemi de classe. Cette idéologie internationaliste permettait au mouvement ouvrier (notamment anarchiste) d'exprimer des intérêts de classe et de lutter pour la destruction de l'Etat comme appareil politique de domination. Mais la guerre de 1914 a créé une division profonde au sein du mouvement ouvrier. Les proclamations pacifistes de quelques anarchistes et socialistes sincères ont été anéanties, à la fois par la répression et par l'appui chauviniste qu'elle a reçu d'une large partie de la population, y compris du secteur majoritaire du mouvement ouvrier.

Les traditions internationalistes ont été reprises ensuite comme manteau idéologique du léninisme-stalinisme : les bolcheviks avaient précisément fondé leur emprise momentanée sur les secteurs populaires urbains de la Russie autour du thème de la défense de la paix. D'une façon parallèle, le mouvement anti-globalisation est animé aujourd'hui par le devoir moral de s'opposer à la guerre et aux mesures autoritaires qui y sont associées (tribunaux militaires, surveillance électronique, etc.), en contradiction directe avec le sentiment majoritaire de la population américaine prise de peur et prête à appuyer toute mesure qui se présente comme sécurisante. Ainsi, le mouvement anti-globalisation se sépare du courant majoritaire de la société américaine qui jusqu'à présent, tout en condamnant la violence de quelques radicaux, se montrait ouverte aux messages de contrôle

social de la globalisation émanant du mouvement. D'un côté donc, le mouvement anti-globalisation se radicalise idéologiquement, mais, de l'autre, il tend à s'isoler de l'opinion publique majoritaire. La guerre est l'ennemi séculaire des mouvements sociaux créateurs.

LPM : Immanquablement, chacun depuis le 11 septembre 2001 s'interroge sur le sens et les retentissements à court ou moyen terme du choc que représente cet attentat inouï. Quelles réflexions cela vous inspire-t-il au premier abord ? Que pensez-vous de la théorie (vulgaire ou vulgarisée ?) du "choc des civilisations" ?

M. C. : Le choc des civilisations, tel que présenté par Huntington, est un commentaire superficiel, aux connotations ethnocentriques et quasi racistes, qui bloque l'analyse à travers l'écran de l'idéologie. La notion même de civilisation est suspecte, comme les anthropologues nous l'ont enseigné depuis longtemps. Plus précisément, on ne peut pas inclure la totalité des pratiques sociales et culturelles dans un ensemble indifférencié construit autour de certaines valeurs. Les sociétés sont des systèmes multidimensionnels construits autour de pratiques sociales conflictuelles qui s'entrecroisent. Matériellement parlant, pendant trois siècles, l'Occident chrétien a accru son pouvoir et sa richesse à partir de sa supériorité technologique, expression de la capacité des institutions à appliquer la science à la technologie et la technologie à l'industrie et à la machine militaire. De là résulta la colonisation ou semi-colonisation de la majeure partie de la planète. A ce clivage vint s'en ajouter un second, celui de l'alternative étatiste industrielle au capitalisme industriel. Le Japon réussit à développer sa propre base technologique et fut la seule société en dehors de la souche européenne à ne pas être colonisée (la Thaïlande fut en réalité une colonie britannique). L'évolution récente montre, d'une part, la persistance de l'extraordinaire diversité culturelle et institutionnelle du monde, et d'autre part, en même temps, le caractère commun d'un noyau organisationnel, technologique, économique qui est à la base du pouvoir multidimensionnel. L'URSS devint une puissance à partir d'institutions différentes, mais à partir du système industriel. La Chine fit de même et ajouta une plus grande capacité

d'adaptation au capitalisme global. Le Japon s'affirma à la fois comme capitaliste global et étatiste national. Et il n'y a pas de monde islamique comme il n'y a pas de monde chrétien, à moins que l'on ne considère que la Bolivie et la France sont une même chose, ou encore que la Malaisie de l'électronique, les rentiers saoudiens du pétrole ou l'Afghanistan marginal soient la même "civilisation". Ce qu'il y a donc, c'est une diversité culturelle et institutionnelle persistante. Mais sur cette diversité, un système techno-économique global travaille : hier, le système industriel, aujourd'hui le système informationnel. La globalisation articule l'ensemble ; mais la dynamique des réseaux articule et désarticule tout à la fois de façon différentielle. Le pouvoir techno-militaire de l'Occident chrétien s'est affaibli, considéré dans son ensemble, dans cette diversité ; les principes de sens se constituent non seulement à partir d'intérêts, mais à partir d'identités. Et, en dernière analyse, tout le monde a accès aux mêmes instruments technologiques, d'Internet à la manipulation biologique. Comment réduire cette complexité multidimensionnelle et contradictoire à la formule simple du choc des civilisations, sauf pour appeler à la Croisade de façon subliminale... ?

LPM : Les réseaux (transferts d'argent, groupes ramifiés, maîtrise de l'information et de compétences pointues, etc.) ont-ils, dans ce cas d'espèce, montré leur face maléfique ?

M. C. : Les réseaux sont des formes organisationnelles souples, efficaces, adaptées à notre type de société : en fait, ce sont ces formes qui constituent la structure d'organisation et de pratique de notre société. Ils n'ont donc pas de valeur ou d'intérêt en soi. Comme je le dis en anglais, suivant les circonstances *they kill or kiss*. Tout dépend de la façon dont ils sont programmés, par qui et pour quoi faire. C'est pourquoi la société en réseaux n'est pas un stade supérieur de l'humanité. C'est tout simplement notre société, qui peut être aussi créatrice que destructrice et telle que l'action conflictuelle des humains le décidera.

LPM : Ne croyez-vous pas que l'Etat – que l'on aurait donné perdant face au libéralisme débridé – est en train de faire un retour en force, et d'abord

aux Etats-Unis, à l'occasion de cette crise sans précédent ? Si c'est le cas, est-ce, selon vous, pour longtemps ?

M. C. : Oui et non. L'Etat comme garant de la sécurité, policière, militaire et judiciaire, oui. L'Etat agent économique, non. Le programme économique de relance qui est appliqué aux Etats-Unis est surtout orienté vers une réduction des impôts, dans une approche typiquement libérale. Et même la sécurité dans les aéroports reste aux mains de compagnies privées, malgré les critiques. Mais les très fortes tendances vers la priorité à la sécurité sont en train, aux Etats-Unis comme en France, de développer un Etat de type nouveau : sécuritaire dans le politique et libéral dans l'économique ; une sorte de modèle chinois de société de l'information, avec d'énormes différences suivant le contexte institutionnel, naturellement.

LPM : Y a-t-il une différence entre droite et gauche ?

M. C. : Oui et non à nouveau. Comme pour les autres sujets, je n'ai pas de position de principe ; j'observe plutôt les faits. Dans le contexte des sociétés développées et démocratiques, les éléments importants de différenciations entre la droite et la gauche sont une réalité, particulièrement quant à l'attitude adoptée vis-à-vis de l'Etat

providence et du respect des droits des travailleurs, thèmes de gauche de la société industrielle. Il existe des différences considérables par rapport aux thèmes écologistes auxquels la droite est peu sensible. Mais certains thèmes sont plus partagés et dépendent des moments et des personnalités, comme les droits des femmes, l'attitude nationaliste (Chevènement et les communistes français sont plus nationalistes et centralistes que la droite libérale française) ou la politique internationale (où les faucons et les colombes se définissent plus en fonction de la conjoncture que dans un axe droite-gauche). Il est surtout, dans nos sociétés, des caractéristiques fondamentales de la vie politique communes à tous les partis, et notamment la corruption politique, les scandales, et la dépendance par rapport aux médias. Il faut noter aussi le caractère désuet des partis politiques comme formes de participation politique (réduits comme ils le sont à une fonction de machines électorales et de canaux d'accès aux postes de l'Etat). Il y a donc des différences historiques et idéologiques entre gauche et droite, mais pas de différence dans la manière de faire (de) la politique et dans le rapport à la société.

Propos recueillis par Michel Guérin,